

Canevas de présentation pour l'atelier « Annulation de la dette du tiers monde » de l'opération SalAMI contre le FMI, 1^{er} juin 1999, Montréal.

Dette du tiers monde



A. Une dette croissante, écrasante et impayable... mais dérisoire

1. La dette du tiers monde n'a cessé de croître, de 100 milliards \$US en 1971 à au-delà de 2 000 milliards \$US maintenant.
2. Les pays du tiers monde ont remboursé trois fois leurs dettes de 1980 pour se retrouver aujourd'hui trois fois plus endettés.
3. Dans les années 90, le service de la dette (intérêts + remboursement du capital) des pays du tiers monde a été supérieur aux emprunts nouveaux, d'où un transfert net vers les pays impérialistes.
4. Pour beaucoup de pays du tiers monde, dont des pays aussi importants que l'Inde et le Brésil, les intérêts sur leur dette publique, interne et externe, sont plus importants que l'ensemble de leurs dépenses sociales (santé, éducation, logement social, bien-être social...).
5. L'annulation de la dette du tiers monde impliquerait un manque à gagner pour le capital financier d'environ 200 milliards l'an, soit 5 fois moins que les dépenses annuelles de publicité, 4 fois moins que les dépenses annuelles d'armement, 2 fois moins que les revenus de la drogue...
6. La dette des pays du tiers monde (2 billions) est trois fois moindre que la dette des consommateurs américains ou trois fois moindre que la dette de l'État américain.

B. Un outil impérialiste d'asservissement économique et politique

1. Le capital financier, situé presque à 100% dans les pays impérialistes, contrôle
 - a) *les montants annuels à rembourser*, en contrôlant les taux d'intérêt — qui ont augmenté dans les pays du tiers monde depuis la crise asiatique— et les taux de change — qui se sont détériorés par rapport au dollar US depuis la crise asiatique ;
 - b) *la capacité de rembourser* en contrôlant les prix des matières premières et des produits semi-ouvrés — qui ont atteint un bas historique depuis 1845 ! — grâce aux

programmes d'ajustement structurels du FMI qui forcent exporter à tout prix, ou à vendre le patrimoine national aux transnationales, afin de se procurer les devises pour payer la dette ;

- c) *l'aide de derniers recours* en contrôlant l'ampleur des investissements et prêts en devises au pays du tiers monde — qui ont fortement baissé depuis le déclenchement de la crise asiatique — à cause de la baisse soudaine du pouvoir d'achat des pays atteints et de la hausse subséquente des risques spéculatifs.

2. La dette du tiers monde est en même temps

- a) *un mécanisme de pillage du tiers monde*, tant de sa force de travail grâce au *cheap labor* que de son environnement par l'extraction de ressources naturelles à prix de plus en plus dérisoire ;
- b) *qu'un catalyseur de l'échange inégal* en amplifiant la fourchette des prix entre produits de base et produits de haute technologie par suite de la suroffre de produits de base due à l'imposition des programmes d'ajustement structurel que la crise de la dette force les pays du tiers monde à accepter ;
- c) *qu'un amplificateur de la fuite des capitaux* vers les pays impérialistes en déstabilisant l'équilibre social des pays du tiers monde.

C. Dette du tiers monde et dette publique

1. La dette du tiers monde est à l'exploitation des peuples ce que la dette publique, tant dans les pays du tiers monde que dans les pays impérialistes, est à l'exploitation des classes ouvrière et populaire.

2. Les intérêts sur la dette publique payés par les travailleur(se)s du Québec, tant au niveau fédéral que provincial, sont près de 20 milliards \$CDN annuellement.

3. Ce mécanisme de transfert de la richesse vers les classes riches et le capital financier québécois, canadien et international, tout comme la dette du tiers monde, est le moteur de la croissance des inégalités et de la généralisation de la misère

- a) par le système fiscal qui taxe les *classes moyennes* pour payer l'intérêt aux institutions financières et aux rentiers d'ici et d'ailleurs ;
- b) par la saisie du quart des revenus fiscaux des gouvernements du Québec et fédéral, ce qui coupe d'autant les dépenses sociales et les investissements publics, générateurs de croissance socialement utile et écologique ;
- c) par l'emprise du créancier sur le débiteur, ce qui donne le rapport de force au capital
 - de s'accorder un congé fiscal, amplifiant d'autant plus les coupures budgétaires ;
 - d'imposer son programme de déréglementation du marché du travail et de la protection environnementale, et de privatisation ;
 - d'imposer une politique salariale rétrograde dans les services publics, ce qui sert de contre-exemple dans le secteur privé.

4. La dette publique, et même du tiers monde, asservit politiquement et idéologiquement la classe ouvrière plus encore que ne le fait la société de consommation et le crédit

hypothécaire et personnel. Parce qu'elle est en partie financée à même les épargnes forcées des travailleur(se)s syndiqué(e)s — forcées par la loi ou l'insécurité néolibérale — dans le Régime des rentes, dans les fonds de pension corporatifs, dans les RÉER, dans les fonds mutuels et autres dépôts, la dette publique emprisonne la classe ouvrière organisée dans les filets de la rentabilité spéculative du néolibéralisme.

D. Se libérer du fardeau de la dette publique mondiale

1. Comme le disait le gouvernement cubain en 1985 à propos de la dette du tiers monde, et ce qui aujourd'hui est tout à fait applicable à l'ensemble de la dette publique du monde, « *la dette [externe] est impayable économiquement, politiquement et moralement* ».

2. Il s'agit donc de lancer le mot d'ordre anti-capitaliste de **l'annulation de la dette publique mondiale**, en commençant par cette du tiers monde, pour unifier tout le prolétariat mondial et tous les peuples du monde dans un assaut mortel contre le capital financier et sa politique néolibérale.

3. La dette publique des pays impérialistes n'est pas plus justifiable que celle du tiers monde :

- a) une grande partie a été encourue pour financer la Guerre froide (et avant elle la Deuxième guerre mondiale), tout comme une bonne partie de la dette du tiers monde a financé l'appareil répressif de dictatures ;
- b) une autre partie a financé les infrastructures environnementalement dévastatrices, routières et énergétiques, nécessaires au bon fonctionnement du complexe auto-pétrole-bungalow, tout comme une bonne partie de la dette du tiers monde a financé les éléphants blancs des régimes mégalomanes.

4. L'endettement public québécois en faveur du système autoroutier, de la banlieue tentaculaire et des cathédrales du nord a servi

- à tuer le cœur de l'industrie lourde québécoise, spécialisée dans les transports ferroviaire et maritime, les plus écologiques qui soient ;
 - à stériliser les meilleures terres agricoles québécoises de la plaine de Montréal ;
 - à créer le trou de beigne montréalais et son inextricable débalancement socio-économique et linguistique ;
 - à permettre l'envahissement des terres amérindiennes par la horde blanche ;
- tout comme la dette du tiers monde a servi à financer les systèmes routiers et énergétiques qui ont permis le pillage des forêts tropicales et la concentration des bidonvilles.

5. La limitation de la campagne d'annulation à la dette du tiers monde, qu'il faut soutenir comme tentative de percée de la carapace néolibérale, a l'immense défaut de couper les ailes au prolétariat des pays impérialistes en l'empêchant de se mobiliser pour ses intérêts immédiats liés aux coupures dans les services publics et au besoin d'emplois induits par les dépenses publiques.

6. La campagne du Jubilé 2000, sur laquelle il faut s'appuyer, a l'immense défaut supplémentaire de la rectitude politique occidentale qui prétend juger quel pays du tiers monde mérite une annulation de la dette selon son degré de misère ou de démocratisation, quelque soit les mesures prises pour associer les citoyen(ne)s du tiers monde aux décisions à prendre.

Marc Bonhomme, 27 mai 1999